

La bombe atomique, une « arme » de politicien ?

Communication de Yves Lenoir à La Ferme culturelle du Bessin, 07 août 2018

Introduction

Soixante treize ans après les deux largages atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, alors qu'un président américain a déclaré que les armes atomiques étaient là pour être éventuellement utilisées, mais aussi après un vote majoritaire de l'Assemblée générale de l'ONU pour l'interdiction des armes atomiques, ce qui impliquerait la destruction, sinon du savoir-faire *ad hoc*, du moins des arsenaux où elles sont stockées, il peut être utile de placer ces événements dans la continuité historique où ils s'insèrent.

En premier lieu, en contradiction avec l'idée reçue d'une nouveauté absolue, la bombe atomique et son largage sur deux villes japonaises s'inscrivent dans deux mouvements historiques simultanés.

La perspective d'explosifs d'une « puissance cosmique » a été ouverte et reconnue comme telle dès que l'on eut évalué l'énergie de désintégration du radium, en 1902. Une décennie plus tard le recours massif aux avancées de la chimie et des productions industrielles de masse a bouleversé la manière de faire la guerre. Et à la fin des hostilités, pour la première fois depuis longtemps, des attaques délibérées ont été menées contre une population civile avec des armes spécifiques dont certaines sans aucune valeur militaire en soi.

La fin des hostilités armées ne laissa pas la place à ce qu'on appelait autrefois un état de paix négociée, mais à l'imposition de lourdes sanctions à tout un peuple, l'Allemagne, et au démantèlement humiliant de deux empires.

Deux décennies plus tard, une parenthèse dans l'Histoire humaine, mais une véritable bifurcation en matière scientifique et militaire, la préparation des bombes atomiques à l'uranium et au plutonium s'est déroulée pendant qu'une centaine de villes allemandes étaient quasi réduites en cendre par des centaines de milliers de tonnes de bombes incendiaires. Grande première s'il en fut : tuer un maximum de civils constituait en effet aux yeux de Winston Churchill un objectif militaire majeur. L'aviation américaine s'employa à faire de même en rasant et incendiant soixante six villes japonaises, dont Tokyo, annihilée par une véritable tornade de feu en mars 1944. Les destructions « atomiques » de Hiroshima et Nagasaki n'ont fait, aux yeux des dirigeants nippons, qu'ajouter deux villes à la liste.

Les immenses pertes humaines et matérielles subies par la population allemande n'avait en rien poussé les dirigeants allemands à capituler. De même au Japon, les soixante huit villes quasi anéanties à la date du 9 août 1945 n'ont pas été évoquées lors de la décision de capituler devant les Américains. C'est la dénonciation par Staline, le 8 août 1945, du traité de neutralité entre l'URSS et le Japon qui poussa l'Empereur et son gouvernement à forcer les chefs de l'Armée impériale à accepter les conditions américaines.

L'enchaînement des deux événements a été mis à profit pour forger l'idée que la bombe atomique a été l'arme-miracle « faiseuse de paix », et qu'elle le serait restée. Cette imposture historique a été fondatrice en ce qu'elle légitime le régime de prééminence des Etats atomiques sur les autres. Il aurait pu en être autrement sans le *veto* soviétique à la proposition américaine (juillet 1946) d'internationalisation de l'énergie atomique sous le contrôle de l'ONU. Cette page d'histoire est un immense raté, coûteux et lourd de dégâts humains. Une impasse dont il faut sortir.

A - 1895-1932 : La possibilité de la bombe atomique surgit dans un monde où la guerre ne se fait plus entre armées mais entre peuples. La bombe atomique en devient nécessaire.

I. 1895-1903 : Genèse de la promesse de la bombe atomique.

- 8 novembre 1895 : à Würzburg, Wilhelm Conrad Röntgen découvre que des rayons invisibles rendent fluorescente une surface recouverte de platino-cyanure de baryum ; il les baptise *rayons X* ;
- 20 janvier 1896 : à Paris, lors de la réunion de rentrée de l'Académie des Sciences, Henri Poincaré soumet à ses collègues, dont Henri Becquerel, une hypothèse erronée mais stimulante « *Ne peut-on pas alors se demander si tous les corps dont la fluorescence est suffisamment intense n'émettent pas, outre des rayons lumineux, des rayons X de Röntgen, quelle que soit la cause de leur fluorescence ?* » ;
- mars 1896 : après plusieurs semaines d'essais et de tentatives d'interprétation de ses résultats, Henri Becquerel a clairement caractérisé l'existence de rayons uraniques d'une autre nature que les rayons X ;
- 11 juillet 1898 : Pierre et Marie Curie annoncent la découverte du polonium, « *400 fois plus actif que l'uranium* » ;
- 26 décembre 1898 : Pierre et Marie Curie annoncent la découverte du radium, « *900 fois plus actif que l'uranium* » ;
- 1902-1903 : Ernest Rutherford et Kenneth Soddy établissent que « *la radioactivité se situe en dehors de toutes les forces contrôlables connues* » et que « *l'énergie de la transformation radioactive doit être au moins vingt mille fois, et peut-être un million de fois, plus grande que l'énergie de n'importe quelle transformation moléculaire* ».

Le rêve de libérer à volonté cette énergie lentement diffusée par la matière radioactive s'empare de tous les esprits avertis. Un défi pour tous les physiciens et chimistes. Visionnaire, le 17 janvier 1905, le philosophe américain Henry Adams écrit à son ami historien Henry Osborne Taylor : « *Le postulat de l'unité, lequel était la marque de la pensée humaine au Moyen-Âge, a succombé très lentement aux preuves de la complexité. La stupeur de la science devant le radium en témoigne. [...] Encore un siècle ou un demi-siècle ne sera pas nécessaire pour mettre sens dessus-dessous la pensée. Le droit, dans ce cas, disparaîtrait en tant que théorie ou principe a priori, et céderait la place à la force. [...] Les explosifs atteindraient une violence cosmique. La désintégration dominerait l'intégration* ».

Il faudra effectivement une quarantaine d'années pour percer les secrets du noyau atomique et découvrir les moyens d'en déchaîner toute l'énergie possible...

II. Cette perspective a-t-elle retenu l'attention des militaires ?

La réponse est non. Et pour deux raisons :

1. Les militaires raisonnent en termes d'engagement des troupes dans le combat. Anéantir des régions entières avec leur population n'entre pas dans leurs vues. Pour eux, à l'époque, la notion de « guerre totale », telle que définie par Carl von Clausewitz, correspondait à ce qui avait émergé en 1792 avec la « levée en masse » et la mobilisation de toutes les forces matérielles humaines et morales de la Nation pour sauver la Révolution. Bonaparte poussera ce modèle à son extrême limite. Ne subsistait alors des guerres aristocratiques que la subordination du militaire au politique : le Prince ou l'Empereur définissent la politique et les objectifs de guerre ; ils participent à l'élaboration de la stratégie, voire à l'engagement.

2. Les militaires sont fondamentalement conservateurs. S'ils sont friands des perfectionnements de l'armement, ils sont souvent indifférents, voire réticents, aux innovations scientifiques et techniques qui bouleverseraient l'ordre des combats, surtout si elles violent leur sens de l'honneur, héritage de l'éthique du combat chevaleresque – prise de risque personnel, confrontation morale et physique avec l'adversaire – et de celle des guerres aristocratiques – on ne met pas à mort les prisonniers et on respecte les civils. Par exemple, Bonaparte ne mit pas en place une réelle politique de recherche et

d'innovation en matière d'armement. Autre exemple encore plus significatif d'un certain manque d'imagination : en 1934, le lieutenant-colonel d'infanterie Charles De Gaulle publie « *Vers l'armée de métier* », un ouvrage où il promeut la constitution d'un corps de manœuvre permanent de six divisions blindées. S'il évoque l'importance de l'aviation, sa réflexion ne va pas jusqu'à entrevoir la combinaison char-avion de combat dont procédera le succès irrésistible de la *Blitzkrieg* inaugurée quelques années plus tard par l'état-major allemand.

III. Cette perspective a-t-elle intéressé les politiques ?

A peine : seul Winston Churchill, dirigeant conscient de l'importance des sciences en général et en matière militaire en particulier, a saisi dans le courant des années 1910 la portée de la révolution que les physiciens et les chimistes préparaient. Cependant, la Deuxième Guerre Mondiale venue, ses réflexes de vieux guerrier (participation à la Guerre des Boers) et de Premier Lord de l'Amirauté l'ont emporté : la faiblesse de l'industrie de l'armement britannique face à la déferlante des bombardiers allemands l'a contraint à donner la priorité à la constructions d'aéronefs et à leur armement. La contribution britannique aux études atomiques durant la guerre s'est limitée à l'étude des effets des radiations, en liaison avec le programme de réacteur à eau lourde de Chalk River au Canada.

IV. 1918, dans la conduite de la guerre totale quelques civils deviennent des cibles.

Le concept de guerre totale selon Carl von Clausewitz est d'abord perverti par l'usage massif de gaz asphyxiants. Par ailleurs, l'engagement passe de l'exception – des batailles courtes et localisées – au développement de longues lignes de front que la révolution industrielle triomphante alimente à profusion en troupes fraîches, ravitaillement et munitions. Au printemps 1918, la population française commence à être victime de bombardements, d'abord par l'aviation (des attaques nocturnes très impressionnantes), puis en mars, par sept canons à très longue portée (130 km) pointés sur Paris. Pour le haut commandement allemand il s'agissait de démoraliser l'adversaire en ciblant indistinctement des civils. L'opération, avec son effet de surprise, aurait sans doute réussi si la cadence des tirs avait été intense et soutenue assez longtemps. En effet, fin mars 1918 la panique avait gagné la capitale qui vit un sixième de ses habitants prendre la fuite. Cependant, le mouvement s'inversa après que l'on eut détecté l'origine des tirs et entrepris le pilonnage systématique des sept pièces d'artillerie en cause.

L'importance de l'action psychologique – la propagande – dans la conduite de la guerre totale avait été démontrée lors de la levée en masse. Faire la guerre suppose désormais la diabolisation de l'adversaire (cf. le texte de la Marseillaise) : c'est un combat du Bien contre le Mal, à mille lieues donc des motivations des armées engagées dans les guerres aristocratiques. Il ne s'agit plus de troupes ennemies, mais de Nations ennemies, qui vont s'affronter dans un combat sans merci. Un siècle après les guerres napoléoniennes qui avaient saigné à blanc les armées européennes, le champ de bataille commence à se globaliser. Avec son terrain de manœuvre psychologique, la guerre n'épargne *a priori* plus personne. A l'issue des hostilités, l'héritage chrétien d'une certaine tempérance imposée aux combattants se trouve ainsi objectivement disqualifié.¹ Et de ce point de vue, les conditions imposées aux vaincus par le Traité de Versailles portent l'empreinte de l'esprit de la guerre totale globalisée dans la construction même de la paix : on a toute légitimité pour punir à outrance le peuple « bouc-émissaire » chargé de tous les torts, maux et péchés. Quel contraste avec l'atmosphère du Congrès de Vienne, un siècle auparavant, où l'on avait négocié entre personnes cultivées une Europe équilibrée !

¹ Le 11 novembre au matin, enfin, il crie victoire. "*Nous nous demandons tous ce que le Hun va faire des propositions du maréchal Foch. Mais au fond, on s'en fiche. Quoi qu'il fasse, il est écrasé. C'est une honte que nous ne puissions passer la frontière, dévaster l'Allemagne et couper les mains ou les pieds de quelques enfants, ou scalper quelques-uns de leurs vieillards. Mais sans doute est-il préférable de les faire travailler pour la France ou la Belgique pendant cinquante ans.*" Lettre du capitaine d'artillerie Harry Truman à sa fiancée, Bess Wallace.

B - 1940-1945 : La réalisation de la promesse atomique coïncide avec la mise en œuvre massive de la stratégie d'anéantissement des villes allemandes et japonaises, et de leur population...

I. La doctrine Churchill : tuer des millions de civils constitue un succès militaire en soi.

Acculé dans une posture défensive précaire – la Bataille d'Angleterre –, soucieux de remonter le moral du pays et déterminé à montrer à Hitler qu'il était capable de passer à l'offensive, Churchill ordonne un raid aérien sur Berlin. Furieux, Hitler, contre la doctrine militaire allemande, lance en représailles une campagne de bombardements nocturnes de Coventry et Londres.

La destruction des villes par le fer et par le feu vise en particulier à saper le moral de l'arrière. Mauvais calcul qui se confirmera toujours par la suite : ces atrocités renforcent la volonté de résister et attisent le désir de se venger. Tant que les troupes tiennent, l'opinion reste solidaire. Ainsi en a-t-il été après les crimes de guerre les plus avérés, bombardements, incendiaires pour la plupart, de Köln, Dresden, Hamburg, Kiel, Lübeck, Neumünster, Stralsund, Bremerhaven, Emden, Wilhelmshaven, Neubrandenburg, Neustrelitz, Prenzlau, Bremen, Hanover, Rheine, Osnabrück, Hildesheim, Braunschweig, Magdeburg, Berlin, Potsdam, Francfort am Oder, Bocholt, Münster, Wesel, Dortmund, Hamm, Soest, Krefeld, Mönchengladbach, Düsseldorf, Aachen, Düren, Kleve, Emmerich, Bonn, Siegen, Koblenz, Trier, Bingen, Bad Kreuznach, Mainz, Worms, Kaiserslautern, Pirmasens, Karlsruhe, Pforzheim, Stuttgart, Freiburg, Friedrichshafen, Ulm, München, Augsburg, Straubing, Heilbronn, Nürnberg, Ingolstadt, Bayreuth, Mannheim, Ludwigshafen, Darmstadt, Offenbach, Hanau, Frankfurt, Gießen, Schweinfurt, Würzburg, Kassel, Nordhausen, Merseburg, Leipzig, Chemnitz, Eilenburg, Halberstadt, Gelsenkirchen, Oberhausen, Witten, Essen, Duisburg, Hagen, Wuppertal, Solingen, Neuß, Remscheid, Brilon, Aschaffenburg, Swinemünde (92 villes), mais aussi de Tokyo et de 67 villes japonaises, puis du Viet-Nam etc.

II. L'état d'esprit à Los Alamos : conquérant et sans états d'âmes.

L'objectif initial suggéré par Léo Szilard et Eugen Wigner dans leur lettre signée par Albert Einstein et confiée à Alexander Sachs pour le Président Franklin D. Roosevelt consistait à devancer un éventuel programme allemand de bombe atomique. Pointe avancée de l'énorme dispositif scientifique et industriel mis sur pied dans le cadre du *Manhattan Engineer District*, le *Los Alamos Laboratory* avait mission de surmonter tous les obstacles scientifiques et techniques placés par la Nature sur le chemin de la bombe atomique. Un état d'esprit conquérant régnait. Le but était à portée de main quand l'écrasement de l'Allemagne et l'absence de tout indice d'un effort atomique de ce pays rendirent caduque la motivation à l'origine du programme.

Maîtres des caractéristiques performatives attendues des engins qu'ils avaient conçus, les dirigeants du laboratoire poussaient pour que les bombes en cours de fabrication fussent larguées au dessus du Japon. C'est ainsi qu'à l'issue de la réunion du *Target Committee* des 10-11 mai 1945, Oppenheimer et les autres participants avaient placé la ville de Kyoto en tête de la liste des cibles – classée *AA Target* – au motif qu'en plus d'être très peuplée, elle « *présentait l'avantage d'être un centre intellectuel du pays où les gens étaient aptes à apprécier la signification d'une arme telle que Gadget* ». Le 28 mai Hiroshima la remplaça car on avait jugé qu'il fallait que l'objectif eût un caractère militaire *a minima*.

L'essai baptisé *Trinity* de *Gadget*, la bombe au plutonium, eut lieu le 16 juillet 1945 à 5h30 du matin dans le désert du Nouveau-Mexique. Le général Leslie Groves, directeur du projet, rapporta en ces termes l'explosion de joie dans le bunker d'où le tir avait été déclenché : « *Tous les présents, chrétiens, juifs, athées, priaient pour le succès ; [un succès qui décidait, ils le savaient, de la mise à mort de*

centaines de milliers d'êtres humains]... le professeur Kistiakowsky [futur conseiller atomique du Président Eisenhower], le Russe impulsif [note manuscrite rajoutée : « un Américain professeur à Harvard depuis de longues années »], étreignit Oppenheimer et l'embrassa avec des cris de jubilation ». Et Groves poursuit : « Tous dans l'abri semblaient convaincus d'avoir assisté à la naissance de "l'âge de l'énergie atomique" et se sentaient profondément responsables de contribuer à canaliser comme il convient les terribles forces libérées pour la première fois dans l'histoire ». L'explosion avait été retardée de plusieurs heures à cause de la pluie. Les nerfs d'Oppenheimer étaient près de lâcher. Dans ce même rapport au Secrétaire à la Guerre Stimson, Groves rapporte qu'il fit sortir du bunker le professeur pour tenter de le calmer... On est loin de la légende forgée *ex post* quant aux sentiments qui auraient assailli le directeur scientifique du projet.

III. Réticences militaires.

A ce stade, la bombe est l'affaire d'une équipe restreinte de physiciens, chimistes et ingénieurs. Le secret est confiné dans ce petit cercle et celui d'un nombre très limité de politiciens et experts officiels (le Vice-président Truman n'est pas au courant). Les dirigeants des entreprises industrielles impliquées ne savent rien au delà de ce pour quoi ils ont été contractés. Côté militaire, seuls les Commandants en Chef sur les fronts européen et asiatique savent de quoi il retourne. La réaction du *Generalissimo* Eisenhower quand il apprend qu'on a décidé d'utiliser l'arme contre le Japon est celle d'un militaire formé à West Point et lecteur assidu de Carl von Clausewitz. Dans ses mémoires il relate ainsi l'incident qui eut lieu à Potsdam juste après le succès de *Trinity* :

« ... le Secrétaire à la Guerre Stimson, de passage au quartier général en Allemagne, m'a informé de la préparation du largage d'une bombe atomique sur le Japon. J'étais de ceux qui sentaient qu'il y avait de nombreuses raisons convaincantes de se poser des questions sur la sagesse d'un tel acte. Mais le secrétaire [...] semblait attendre un consentement vigoureux. Pendant qu'il m'énumérait une liste d'arguments pertinents, je me sentais de plus en plus déprimé et c'est ainsi que je lui fis savoir mes graves pressentiments : en premier lieu, que j'étais convaincu que le Japon était déjà défait et que larguer la bombe était complètement inutile ; par ailleurs, je pensais que notre pays devrait éviter de choquer l'opinion mondiale par le recours à une arme dont l'emploi n'était à mon avis plus obligatoire pour sauver des vies américaines. J'étais sûr que le Japon, à ce moment crucial, cherchait une voie de reddition avec un minimum de perte de face ». Ce que l'Histoire a confirmé : ce n'est pas Hiroshima, la 67^{ème} ville détruite par les raids américains lancés à partir de mars 1945, qui emporta la reddition, mais la dénonciation par Staline, le 8 août 1945, du traité de neutralité qui liait l'URSS et le Japon (les destructions d'Hiroshima et Nagasaki ne furent pas évoquées lors de la conférence de la nuit du 9-10 août où l'Empereur et le Gouvernement contraignirent l'Etat-Major à accepter la capitulation).

C - 1945-2015 : errements doctrinaires sans fin des politiques, incapables de reconnaître que les armes atomiques n'ont pas de « qualités » militaires.

I. Conversion des politiques ; autonomisation du *build up* ; banalisation de l'arme.

En juillet 1944, en marge de la conférence d'Ottawa, le Chef de la France Libre, Charles De Gaulle, fut informé de l'avancement des travaux sur la bombe atomique par les physiciens Bertrand Goldschmidt et Jules Guéron. Naturellement, il relata dans ses mémoires qu'il avait été horrifié par la puissance destructrice d'une arme « qui permettrait aux hommes de détruire l'espèce humaine ». Cependant, en octobre 1945, à peine la guerre terminée, il créa par ordonnance le CEA, un établissement doté de l'autonomie administrative et financière, donc hors du contrôle de la

représentation nationale.

Or, en octobre 1945, les dirigeants américains préparaient un schéma d'internationalisation de l'énergie atomique dans le cadre de l'ONU. En décembre le projet était discuté à Moscou avec les Britanniques et les Soviétiques. Le sujet avait été préalablement abordé en petit comité au printemps de la même année quand on réfléchissait Outre-Atlantique à la suite à donner au *Manhattan Project*. Le 16 mars 1946 le processus débouche sur la publication du plan *Acheson-Lilienthal*, qui propose l'internationalisation de la production et distribution de matières fissiles pour des usages strictement pacifiques. Le 14 juin 1946, le représentant des Etats-Unis à l'ONU, Bernard Baruch, soumet le plan au vote du Conseil de Sécurité de l'ONU. Le représentant soviétique y met son veto alléguant que « *le Conseil était un "conglomérat" dévoué aux intérêts Américains* ».

La démarche américaine était fondée sur une analyse erronée de la situation. On supposait que les Soviétiques partaient de zéro et qu'il leur faudrait de très nombreuses années avant d'obtenir la bombe, vu le coût de l'entreprise et la lenteur des travaux imposée par la lourdeur des procédures de protection des travailleurs. On sait que les espions du groupe de Cambridge avaient transmis à Staline tous les secrets scientifiques et techniques atomiques américains. Aussi la construction du complexe de Mayak avait-elle commencé dès 1944. De plus, pour gagner le plus de temps possible, Lavrenti Beria avait imposé des méthodes de travail dans les divisions « réacteurs » et « plutonium » de Mayak telles que les travailleurs y ont été exposés à des doses moyennes plus de 1 000 fois celles effectivement reçues durant le *Manhattan Project*. On voit bien que Staline tenait à disposer au plus vite de l'arme atomique comme pilier de sa politique extérieure face à la puissance américaine.

Ce veto soviétique ne déclencha pas la course aux armements. En effet, jusqu'à l'explosion de « *Premier Eclair* », le 29 août 1949, les Américains se limitèrent à quelques essais de calibration de leurs bombes et à la constitution d'un petit arsenal de quelques dizaines d'engins.

Comme neuf ans plus tard le lancement du Spoutnik 1, ce premier test atomique soviétique suscita aux Etats-Unis une vive triple réaction : politique, scientifique et industrielle. Les faucons, regroupés autour du physicien Edward Teller, surmontèrent toutes les réticences au passage à l'arme thermonucléaire. Le 1^{er} novembre 1952, le dispositif H « *Mike* » d'une puissance de 10 Mt est testé avec succès sur l'atoll d'Eniwetok. Les Américains pensent avoir repris l'avantage pour longtemps. Mais, le 12 août 1953, la première bombe H soviétique de puissance réduite (400 kt) explose dans le désert du Kazakhstan...

L'événement déclencha le *build up* atomique. Qu'on en juge :

Dwight Eisenhower avait commencé son premier mandat de Président quelques mois plus tôt. Depuis 1945, il est persuadé que l'énergie atomique est le moyen le moins coûteux pour assurer au pays les premiers rangs, tant militaire qu'économique. Les succès soviétiques l'incitent à forcer les feux. Oublieux de toutes ses préventions passées, tel un politicien ordinaire considérant la guerre comme une sorte de jeu abstrait pour atteindre un objectif politique, le 21 octobre 1953, il fait adresser à Lewis Strauss, président de l'*Atomic Energy Commission*, le mémorandum de la réunion secrète qu'il vient de tenir avec Robert Cutler, son conseiller spécial pour les affaires de la sécurité nationale, et James Lay, le secrétaire exécutif du Conseil de sécurité nationale. Il s'agit de lui annoncer qu'il va faire réviser la loi atomique de 1946 « *pour que les armes atomiques soient traitées comme les autres armes* » et « *que le tabou sur leur utilisation soit aboli* ».

Les militaires n'ont rien demandé : la décision est purement politique. Toute entrave sérieuse à la production de bombes est levée. Un modèle de développement militaro-industriel atomique autonome prend son essor, attisé par une compétition paranoïde avec l'adversaire soviétique.

Quelques semaines plus tard, Eisenhower prononce son fameux discours « *Atoms for Peace* » devant l'Assemblée générale de l'ONU, une magistrale opération de diversion. Car durant ses deux mandats, aucune centrale électro-nucléaire de technologie américaine ne sera mise en service, ni aux USA, ni ailleurs dans le monde. En revanche, dans le même temps, l'arsenal atomique américain passa de 841 têtes en janvier 1953, d'une puissance totale de 50 Mt, à 18 638 têtes représentant 21 491 Mt en janvier 1961. Ainsi, durant les huit années de sa présidence, en moyenne, chaque jour ouvrable, dix têtes atomiques de tous calibres et pour tous usages sortaient des ateliers de l'AEC et ajoutaient 12 Mt aux arsenaux de l'Army, de la Navy et de l'Air Force...

Un processus identique se développait en URSS. A une bien moindre échelle, et beaucoup plus lentement, il en fut de même en France où une composante « tactique » vint s'ajouter à la force de frappe, dite de dissuasion, à partir de la fin des années 1960, composante abandonnée au tournant des années 2000.

Les armées devaient faire avec. Elles doivent faire avec. Le politique le leur impose.

II. Années 1980 : bombes à neutrons vs « armes intelligentes ».

Les armes atomiques ont été et sont des *impedimenta* majeurs de la géopolitique. La puissance destructrice colossale accumulée durant la Guerre Froide ne correspondait à aucun objectif de guerre concevable. Il fallait donc inventer des concepts et forger des images propres à en rendre logiquement impossible l'usage effectif. Peut-on parler de stratégie militaire quand on discute de *MAD*, *Mutually Assured Destruction*, ou de *Dissuasion* – une doctrine de l'absolu puisqu'elle suppose qu'elle ne sera jamais prise en défaut, ou encore de *Pre-emption* – c'est-à-dire de tirer en premier quand on estime que l'adversaire s'apprête à faire de même ? Là encore Carl von Clausewitz nous éclaire : l'un des freins des plus efficaces au déclenchement des hostilités est l'incomplétude de l'information dont on dispose. Et interprétés ainsi, les quasi déclenchements apocalyptiques auxquels on aurait échappé procèdent de l'impossibilité psychologique autant que logique de la prise d'une telle décision. De plus, l'emphase entretenue sur les deux exceptions Hiroshima et Nagasaki a dissuadé de tout emploi contre un adversaire démuni. Ainsi, la demande de bombardement atomique de la Corée par Douglas MacArthur fut rejetée, de même que celle de Henry Kissinger contre le Laos.

Cependant, quand on les a constitués, il n'est pas facile de se départir de tous ces arsenaux. Tant d'argent dépensé, tant de savoir-faire de pointe disponible, tant de fascinants objets rangés sur étagère ! C'est pourquoi, au début des années 1980, processus parallèle avec l'*Initiative de défense stratégique* de Ronald Reagan et le déploiement des « *Euro-missiles* » de part et d'autre du *Rideau de fer*, s'appuyant sur les progrès technologiques accomplis, certains stratèges conçurent un usage limité d'armes atomiques dont on aurait réduit la puissance et adapté les effets. On parlait alors de « bombes à neutrons », des munitions qui tuent les hommes mais préservent le matériel et provoquent des retombées radioactives limitées. Cet épisode historique est révélateur : une sorte d'utilitarisme atomique a fait souche au sein des états-majors et dans les hautes sphères politiques. On délaisserait *MAD* pour *NUTS* : *Nuclear Utilization Target Selection*. Le Président Hollande y reviendra en 2015...

Mais à cette époque la stratégie du passage au « tout-numérique » adoptée par le *Department of Defense* des Etats-Unis commençait à porter ses fruits. Les premières générations d'armes intelligentes – missiles de croisière auto-guidés volant au ras du sol, bombes guidées par laser etc – sortaient des chaînes d'assemblage des fleurons de l'industrie aéronautique, tant aux USA, qu'en Grande-Bretagne, et même en France. L'ancien Secrétaire à la Défense Robert McNamara en était le promoteur le plus en vue. De nombreux *Think Tanks* américains et européens l'appuyaient, arguant qu'on allait disposer des moyens de mener des guerres chirurgicales quasi propres avec de moins en moins de combattants. Ce

sont eux qui l'emportèrent : l'industrie de l'armement y trouva un centre de profits inouïs. Chaque munition précise coûte en effet bien plus cher que la volée de munitions anciennes à peu près capable du même résultat avec quelques effets collatéraux en plus... Il s'agit d'un modèle de développement.

III. Le retour de l'éthique militaire prussienne et la ringardisation de la dissuasion atomique...

Dans les conflits récents, il n'est plus toléré de tirer indistinctement sur des civils, encore moins de raser des villes comme il y a soixante dix ans pour tuer le maximum de leurs habitants. Sans qu'on l'ait jamais vraiment dénoncée, la doctrine Churchill appartient au passé. L'opinion se soulève lorsqu'un hôpital de campagne est bombardé ; des parents font procès à l'Armée parce que leur fils a été tué pour avoir embarqué dans un véhicule insuffisamment blindé détruit par une mine... On exige du commandement de respecter des procédures d'engagement strictes pour réduire au maximum les pertes civiles. Contrepartie : les combats s'éternisent. Ainsi la forme générale prise par les guerres modernes.

Nous avons là un mouvement de fond en totale contradiction avec le maintien d'une dissuasion atomique. La terreur n'est plus atomique. Instinctivement les gens ont compris qu'aucun dirigeant ne songerait à déclencher l'automatisme d'un échange stratégique thermonucléaire. Geste « prophétique », le Pape François a condamné la possession de cet armement. L'Etat du Vatican a signé l'ICAN.

L'avenir est-il dégagé ? Pour des raisons nombreuses et de tous ordres, non. En premier lieu nos gouvernants sont intellectuellement des captifs plus ou moins consentants du *diktat* atomique national. Certains, comme Valéry Giscard-d'Estaing, avouent une fois retirés qu'ils n'auraient jamais « appuyé sur le bouton ». D'autres font montre d'une incompréhension abyssale du caractère tout ou rien de la dissuasion, tel Jacques Chirac déclarant au cours de son premier mandat qu'il riposterait à une attaque chimique par une frappe atomique. Pire, presque vingt ans plus tard, le 19 février 2015, lors d'une présentation solennelle de sa politique atomique, François Hollande rétorque aux opposants à la composante aéroportée des forces stratégiques que « *ces dernières permettent une gradation de la réponse à apporter en cas de crise tout en prenant une part active aux missions conventionnelles* ».

Sans probablement en savoir, le président d'alors faisait sienne la décision de Dwight Eisenhower, soixante deux ans auparavant, de traiter les armes atomiques comme les autres armes. On passerait par « gradation » de l'emploi de celles-ci à celui de celles-là. Ce qui nous ramenait trente ans en arrière quand on envisageait de contrer un éventuel déferlement de divisions blindées soviétiques sur une Europe occidentale en situation d'infériorité numérique avec des missiles Pluton ou Hadès, bref avec la panoplie atomique tactique alors disponible.

Or les guerres d'Irak, mais aussi les combats récents en Ukraine, en Syrie et au Yemen, ont démontré que les blindés ont conservé le rôle irremplaçable que Charles De Gaulle leur assignait dans la bataille de l'avant. A l'heure de la cyber-guerre les chars lourds sont les plates-formes de tir ultra perfectionnées indispensables sur le théâtre des opérations terrestres. Ils sont les points d'appui pour conquérir et tenir le terrain. Ils représentent donc plus que jamais des cibles de choix.

D - Conclusion personnelle, en acceptant plus que jamais le jugement de Gustave Flaubert : l'ineptie, c'est de conclure.

Qu'attendre d'un prochain affrontement d'envergure ?

La réalité des dommages causés aux êtres vivants par les explosions atomiques et leurs retombées s'estompe. Elle s'estompe d'autant plus vite que les organisations internationales de la protection radiologique en ont toujours ignoré ou nié la dimension. Ainsi, selon le « bilan définitif officiel » établi en septembre 2005 dans le cadre de l'ONU par le *Chernobyl Forum*, l'explosion du réacteur N° 4 de la

centrale Lénine de Tchernobyl, qui a dispersé dans l'environnement l'équivalent de plusieurs centaines de fois les retombées des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki, n'aurait provoqué que 50 morts et quelques 4 000 cancers pour plus tard, en plus de quelques milliers de cancers de la thyroïde « *facilement curables* ».

S'il arrivait que sur un théâtre d'opération une division de chars français se trouve en passe d'être submergée par l'adversaire, Monsieur le Président ne recevra-t-il pas de ses conseillers spéciaux – certainement au courant des conclusions du *Chernobyl Forum*, et convaincus que c'est la vérité – tous les arguments de raison pour envoyer quelques Rafales tirer leurs missiles ASMP ou SCALP ?

Tragique inversion de la « légende logique » d'un nucléaire militaire qui aurait engendré et tiendrait en sujétion le « nucléaire civil », on découvrirait ensuite au fil des ans – c'est-à-dire de la manifestation des effets sanitaires différés des retombées – que la désinformation diffusée par les principaux soutiens scientifiques et médicaux du lobby atomique civil – UNSCEAR, CIPR et OMS – aurait désinhibé le responsable politique lorsqu'il s'était agi de prendre la décision de franchir le seuil.

L'explosif atomique a été et reste une arme de politiciens sous l'emprise d'experts – stratèges en chambre, physiciens et médecins. La décision de son emploi ne fait pas partie des prérogatives de l'état-major dans la conduite des opérations. Et c'est de toute bonne logique : l'arme n'a aucune vertu militaire. Par conséquent, la guerre – ce « commerce » particulier entre les nations et entre les princes – étant la continuation de la politique par le recours à la violence, l'arme atomique constitue l'un des *impedimenta* majeurs de relations internationales équitables. Le conditionnel auquel recourait Henry Adams en 1905 n'est plus de mise : « *le droit a disparu en tant que théorie ou principe a priori, et a cédé la place à la force* ».